



Droit de l'enfant à l'alimentation :
L'urgence d'agir en faveur d'un programme national
d'alimentation scolaire au Canada

Soumission pour les consultations pré budgétaires de 2024 – août 2023

Children's Right to Food:
The Urgent Call for Canada's National School Food Program

Advance Submission for 2024 Pre-Budget Consultations – August 2023

[click here to access the English version](#)

Le Club des petits déjeuners

Le Club des petits déjeuners est un organisme sans but lucratif de premier plan qui s'attelle à donner aux enfants les moyens de réaliser leur plein potentiel par le soutien de programmes de repas nutritifs en milieu scolaire partout au Canada.

Comptant bientôt 30 ans d'expérience, le Club est un partenaire stratégique de confiance en matière de nutrition scolaire. Grâce à notre approche collaborative et aux multiples partenariats scolaires et communautaires établis partout au pays, nous contribuons à nourrir chaque jour des centaines de milliers d'enfants dans toutes les provinces et tous les territoires. Nous sommes la seule organisation de ce secteur à avoir une véritable présence nationale.

Manger ne devrait pas être un privilège

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, et avec l'inflation sans précédent qui affecte très largement la population, les défis auxquels est confronté l'ensemble du système alimentaire se sont exacerbés, particulièrement chez les enfants. La précarité alimentaire a connu une hausse de 27 % entre 2021 et 2022 chez les moins de 18 ans : 1 jeune sur 4¹ au pays est maintenant touché. En plus des 1,8 million de mineurs vivant dans des ménages en situation de précarité alimentaire, beaucoup d'enfants arrivent à l'école le ventre vide pour d'autres raisons, privés de l'alimentation quotidienne dont ils ont besoin pour jouir pleinement de leurs capacités et de leur santé.

Le Club des petits déjeuners, l'initiative mondiale *School Meals Coalition*, la Coalition pour une saine alimentation scolaire et plusieurs autres intervenants en nutrition des élèves exhortent le gouvernement fédéral à investir sans délai dans les programmes de nutrition scolaire. Selon le [Bilan Innocenti 14 de l'UNICEF](#) sur le bien-être des enfants dans les pays riches, le Canada se classe 37^e sur 41 pour ce qui est de la sécurité alimentaire des enfants. C'est une situation désastreuse qui nécessite une action rapide et décisive de la part du gouvernement pour veiller à la santé, au bien-être et à la réussite des enfants, et ce, d'un bout à l'autre du pays.

À l'heure actuelle, l'écosystème de la nutrition scolaire est confronté à trois très grandes difficultés concomitantes : l'augmentation fulgurante de la demande et de la participation aux programmes, la diminution du pouvoir d'achat due à la hausse des coûts de la nourriture et du transport, et la réduction ou stagnation du financement.

¹ La nouvelle publication des données de l'[Enquête canadienne sur le revenu 2021](#) de Statistique Canada fournit les plus récentes informations sur l'insécurité alimentaire en 2022. PROOF a analysé les données et publié un [résumé](#) (en anglais).

Malgré les progrès réalisés par le ministère de la Famille, des Enfants et du Développement social et le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire dans l'élaboration du programme national d'alimentation scolaire promis, aucun financement n'a encore été mis en place pour concrétiser cet engagement.

Dans les derniers mois, l'équipe du Club a collaboré étroitement avec les principaux cabinets ministériels pour jeter les bases de ce programme national, partageant expertise, connaissances, ressources et données. Nous saluons l'engagement continu du gouvernement fédéral à promouvoir la nutrition scolaire et les saines habitudes de vie; toutefois, le Club et plusieurs intervenants en nutrition scolaire au pays entrevoient des difficultés pour maintenir le soutien aux programmes déjà en place pendant l'année scolaire 2023-2024, et la demande ne cesse par ailleurs d'augmenter.

Pour plus d'informations sur le contexte politique et les capacités du Club des petits déjeuners en tant que partenaire stratégique, lisez nos [propositions pour les consultations pré budgétaires 2023](#).

Pourquoi le gouvernement fédéral devrait-il investir dès maintenant dans un programme national d'alimentation scolaire ?

Investir dans un programme national d'alimentation scolaire est devenu une urgence. Le Canada est le seul pays du G7 à ne pas disposer d'un tel programme. Cette lacune flagrante par rapport aux homologues internationaux du Canada met en péril la santé et le bien-être de la prochaine génération. Le gouvernement fédéral devrait faire de ce programme une priorité et investir sans tarder. D'impérieux motifs le justifient :

- ▶ Contrairement à plusieurs pays de l'OCDE, le Canada n'a aucun programme national d'alimentation scolaire.
- ▶ La mise sur pied de ce programme est en parfaite adéquation avec les autres programmes fédéraux que sont la Stratégie fédérale en matière de saine alimentation, la Politique alimentaire pour le Canada et le Cadre de qualité de vie pour le Canada.
- ▶ Le [rapport de 2022 du Conseil consultatif national sur la pauvreté](#) recommande, dès que possible, la mise en place d'un tel programme pour lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants. Il aiderait également les familles à faire face aux coûts liés à l'éducation des enfants de moins de 18 ans, de manière similaire à l'allocation canadienne pour enfants.
- ▶ Le Canada doit absolument respecter les valeurs mises de l'avant dans la [déclaration des ministres de l'Agriculture du G7 du 23 avril 2023](#), qui reconnaît l'importance des programmes de repas scolaires pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'éducation.
- ▶ En soutenant un programme national d'alimentation scolaire, le Canada se donnerait les moyens d'atteindre 9 des 17 objectifs de développement durable (ODD) qu'[il s'est engagé à réaliser d'ici 2030](#).
- ▶ Un récent sondage réalisé par le Club des petits déjeuners a révélé que 88 % des Canadiens et Canadiennes conviennent que la faim et la malnutrition chez les jeunes devraient être une priorité pour les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

Il est impératif que le gouvernement fédéral honore l'engagement pris à l'égard des enfants et de la population canadienne dans le [programme électoral de 2021](#), soit de **«travailler avec ses partenaires provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones, ainsi qu'avec divers intervenants, pour élaborer une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles et pour travailler à l'élaboration d'un programme national de repas nutritifs dans les écoles grâce à un investissement d'un milliard de dollars sur cinq ans.»** Cet engagement a d'ailleurs été réitéré dans le [budget fédéral de 2022](#) : *«Au cours de la prochaine année, la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social collaboreront avec les provinces, les territoires, les municipalités, les partenaires autochtones et les intervenants afin d'élaborer une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles et d'examiner la façon dont un plus grand nombre d'enfants canadiens peuvent recevoir des aliments nutritifs à l'école.»*

Le récent sondage omnibus du Club a révélé que 77 % des Canadiens et Canadiennes étaient mécontents que le gouvernement fédéral n'ait pas encore donné suite à sa proposition d'investir 1 milliard de dollars dans un programme national d'alimentation scolaire. Près du quart des répondants (23 %) considéraient même que le financement proposé était insuffisant pour corriger la situation vu le contexte actuel.

Chaque enfant a un droit fondamental à une alimentation adéquate, et le gouvernement fédéral a la responsabilité et le devoir de veiller à ce que ce droit soit respecté. En s'engageant à mettre en place un programme national d'alimentation scolaire, le gouvernement fédéral démontrerait son dévouement sans équivoque à la santé et au bien-être des jeunes du pays.

Avantages socioéconomiques

Les programmes de repas scolaires soutiennent la persévérance, améliorent les connaissances en matière d'alimentation et favorisent la santé de la population. Ce constat a largement été démontré dans le monde entier au cours des dernières décennies. Le Canada devrait miser sur ces avantages majeurs pour les enfants du pays. Cela créera des retombées bénéfiques pour toute la société et permettra :

- ▶ de promouvoir un accès universel à des aliments sains, locaux et bons pour l'environnement ;
- ▶ de bâtir une économie sociale et solidaire plus prospère ;
- ▶ de favoriser d'autres pratiques environnementales durables ;
- ▶ de jeter les bases de collectivités plus fortes et résilientes ;
- ▶ de promouvoir l'égalité des chances en offrant des repas équilibrés à tous les élèves.

Investir dans un programme national d'alimentation scolaire présente des avantages à long terme indéniables pour notre société. En soutenant la santé des générations futures, nous construirons un avenir plus sain et radieux pour notre pays. La [Rockefeller Foundation et le Center for Good Food Purchasing](#) indiquent d'ailleurs que les programmes de repas scolaires aux États-Unis permettent d'économiser près de 40 milliards en frais de santé et autres, pour un coût annuel de seulement 18,7 milliards de dollars.

Demande financière

Le sondage du Club précédemment cité nous apprend que 84 % des Canadiens et Canadiennes estiment que le gouvernement fédéral devrait remplir sa promesse de créer un programme national d'alimentation scolaire dans les plus brefs délais. La crise alimentaire mondiale et nationale actuelle ne fait qu'accentuer l'urgence d'aller de l'avant avec cette initiative.

Par conséquent, le Club des petits déjeuners demande au gouvernement fédéral de profiter de l'énoncé économique de l'automne pour annoncer un investissement total de 1 milliard de dollars sur quatre ans pour mettre en œuvre un programme national d'alimentation scolaire. Sachant que l'on estime à 5 millions le nombre d'élèves au Canada qui ont besoin d'avoir accès à des aliments sains tous les jours, ce montant représente un minimum de base par rapport au coût total d'un tel programme.

Ce montant a en outre la capacité d'égaliser l'investissement en nutrition scolaire des provinces, des territoires et des municipalités qui est estimé à 200 millions de dollars par année, ainsi que l'investissement de base des secteurs privé et communautaire estimé à 50 millions de dollars par année.

En accordant un total d'un milliard de dollars sur quatre ans pour la mise en œuvre d'un programme national d'alimentation scolaire, le gouvernement fédéral mettra à profit le travail des experts provinciaux, territoriaux et scolaires en matière d'alimentation pour donner de l'ampleur aux pratiques en place. En travaillant ensemble, nous pouvons créer un avenir où aucun enfant n'ira à l'école le ventre vide et où chaque jeune aura des chances égales de s'épanouir.

² Selon les annonces récentes des gouvernements de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Nouveau-Brunswick, et en supposant que les autres fonds actuellement accordés seront maintenus.

³ Estimation prudente basée sur les données du Club, malgré l'absence de représentation cartographique des contributions privées et communautaires pour les programmes de repas scolaires.



Breakfast Club of Canada

Breakfast Club of Canada (BCC) is a leading not-for-profit organization dedicated to empowering children to reach their full potential by supporting nutritious school meal programs across Canada.

With close to 30 years of experience, BCC is a strategic and trusted student nutrition partner. As a result of our collaborative approach and the multiple school community partnerships we have built across the country, we contribute to feeding hundreds of thousands of children in all provinces and territories every day. We are the only organization in this field to have a true national presence.

Food should not be a privilege

Since the beginning of the COVID-19 pandemic and the unprecedented inflation that has impacted a vast majority of Canadians, the challenges facing the global food system have augmented and disproportionately affected children. Food insecurity is now a reality for one in four¹ Canadians under the age of 18, a 27% increase from 2021 to 2022. Beyond these 1.8 million children living in food-insecure households, many others arrive at school on an empty stomach for other reasons, depriving them of the daily nutrition they require to be their best and healthiest selves.

BCC, the global School Meals Coalition, the Coalition for Healthy School Food and many other student nutrition stakeholders urge the federal government to invest immediately in school nutrition programs. According to the [14th UNICEF Report Card](#) on the well-being of children in affluent countries, Canada ranks 37th out of 41 in terms of children's food security. The situation is dire and requires swift and decisive action from our government to ensure the health, well-being, and success of children from coast to coast to coast.

The school nutrition ecosystem is currently grappling with the triple threat of an overwhelming increase in program demand and participation, a decrease in purchasing power due to higher food and transportation costs, and a reduction and stagnation in funding.

Despite the progress made by the Ministry of Families, Children and Social Development, and the Ministry of Agriculture and Agri-Food, on the development of a promised National School Food Program (NSFP), no concrete funding has yet been put in place to deliver on this undertaking.

¹ The new data released by [Statistics Canada in its 2021 Canadian Income Survey](#) provides the latest update on food insecurity. PROOF analyzed the data and [published a summary of highlights](#).

Over the last several months, BCC has worked closely with key ministerial offices to lay the foundations for an NSFP by sharing our expertise, resources, and data. We value the federal government's continued commitment to school nutrition and healthy living. However, BCC and other student nutrition stakeholders across Canada are struggling to maintain the support for existing programs in the 2023–2024 school year, especially as demand continues to grow.

For more information on the political context and BCC's capacities as a strategic partner, please refer to our [2023 pre-budget submission](#).

Why should the federal government invest in an NSFP now?

Investing in an NSFP has become an urgent necessity. Ours is the only G7 country without a universal school food program. Not only does this glaring gap set Canada apart from its international counterparts, but it also puts the health and well-being of the next generation at risk. There are compelling reasons why the federal government should prioritize and invest in an NSFP without delay:

- ▶ Canada lacks a national school food program, unlike other OECD member countries.
- ▶ Implementing an NSFP is required to align with other federal programs such as the federal Healthy Eating Strategy, the Food Policy for Canada and the Quality of Life Framework for Canada.
- ▶ The [National Advisory Council on Poverty's 2022 report](#) recommends, as quickly as possible, the development of a NSFP to address food insecurity among children. It would also help families with the cost of raising children under 18, much like the Canada Child Benefit.
- ▶ It is vital that Canada abide by the values outlined in the statement issued by the [G7 Agriculture Ministers on April 23, 2023](#), recognizing the importance of school meal programs for food security, nutrition and education.
- ▶ Support for an NSFP would help meet nine of the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) that [Canada has pledged to achieve by 2030](#).
- ▶ A recent survey conducted by BCC found that 88% of Canadians agree that youth hunger and malnutrition should be a prioritized by federal, provincial, and municipal governments.

It is imperative that the federal government honour the commitment to children and all Canadians made in the [2021 election platform](#): ***"Work with our provincial, territorial, municipal, Indigenous partners, and stakeholders to develop a National School Food Policy and work towards a national school nutritious meal program with a \$1 billion dollar investment over five years."*** The commitment was reiterated in the [federal budget for 2022](#): *"Over the next year, the Minister of Agriculture and Agri-Food and the Minister of Families, Children and Social Development will work with provinces, territories, municipalities, Indigenous partners, and stakeholders to develop a National School Food Policy and to explore how more Canadian children can receive nutritious food at school."*

Our recent omnibus survey also found that 77% of Canadians are upset that the federal government has not delivered on its proposed \$1 billion NSFP. And it confirms that approximately 23% of Canadians believe the proposed funding is insufficient to address the current situation.

Adequate food is a fundamental right of every child, and the federal government has a responsibility and a duty to ensure this right prevails. By committing to the implementation of an NSFP, the federal government would demonstrate its unequivocal dedication to the health and well-being of young Canadians.

Socio-economic benefits

School meal programs promote perseverance, improve food literacy, and contribute to better population health. This is a fact that has been well demonstrated worldwide in recent decades. Canada should therefore leverage these important benefits for its children, which will then trickle over to society as a whole, making it possible to:

- ▶ Promote universal access to healthy, local and environmentally friendly foods
- ▶ Build a more prosperous social and solidarity economy
- ▶ Foster additional sustainable environmental practices
- ▶ Lay the foundations for stronger and more resilient communities
- ▶ Promote equal opportunities by providing balanced meals to all students.

Investing in an NSFP will offer long-term advantages for our society. By supporting the health of future generations, we will be contributing to a brighter and healthier future for our country. According to the [Rockefeller Foundation and the Center for Good Food Purchasing](#), school meal programs in the U.S. provide nearly \$40 billion in human health and economic benefits, when they only cost \$18.7 billion per year to run.

Financial ask

The aforementioned BCC survey found that 84% of Canadians believe that the federal government should make good on its promise to create an NSFP as soon as possible. The current global and national food crisis only heightens the urgency of moving forward with this initiative.

BCC therefore requests that the federal government leverage the Fall Economic Statement to announce a four-year total investment of \$1 billion to implement an NSFP. Considering the estimated school population of 5 million students in Canada who need access to healthy food options daily, this amount represents a basic minimum compared to the total costs of such a program.

This investment has the capacity to match the estimated school meal investments of \$200 million per year² that are currently being funded by provincial, territorial, and municipal governments across the country, as well as the current estimated annual baseline of \$50 million invested by the private and community sectors.³

By providing a total of \$1 billion over four years to implement an NSFP, the federal government will be building further upon the work of provincial, territorial, and school nutrition experts to expand existing practices. By working together, we can create a future where no child goes to school hungry, and every young Canadian has an equal opportunity to thrive.

² According to recent announcements by the provincial governments of BC, AB and NB, and assuming that the funds currently allocated by the other provinces and territories are maintained.

³ A conservative estimate based on BCC figures, despite the lack of mapping regarding private and community contributions for school meal programs.

